

TABLE DES MATIÈRES

(Le premier chiffre renvoie au numéro du paragraphe
le second à la page).

INTRODUCTION

1. Généralités	1
2. Plan	3

CHAPITRE I

DOMAINE DU DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

3. Inventaire	5
---------------------	---

SECTION I. — Doctrine limitant le Droit international privé aux seuls conflits de lois.

4. Doctrine restrictive	5
-------------------------------	---

§ 1. — *Notion de conflits de lois.*

5. Définition	5
6. Exemples	6

§ 2. — *Exposé de la théorie restrictive.*

7. Particularisme des conflits de lois	7
8. 1 ^o Particularisme sur le terrain des sources	7
9. 2 ^o Particularisme tenant à la nature des règles de conflit de lois	8
10. 3 ^o Particularisme tenant à la méthode adoptée	8
11. 4 ^o Particularisme tenant à la structure de la théorie générale des conflits de lois	9

SECTION II. — Doctrine faisant entrer les conflits de juridictions dans le Droit international privé.

12. Conflits de lois et conflits de juridictions	10
--	----

§ 1. — *Notion de conflit de juridictions.*

13. Définition	10
----------------------	----

§ 2. — *Exposé de la thèse.*

14. Analogies	11
15. 1 ^o Analogies existant entre les conflits de lois et les conflits de juridictions	11
16. 2 ^o Interdépendance des conflits de lois et des conflits de juridictions	12

17.	Différences	14
18.	1 ^o Différence de nature entre la règle de conflit de lois et la règle de conflit de juridictions	14
19.	2 ^o Différence de caractère entre la règle de conflit de lois et la règle de conflit de juridictions	14
SECTION III. — Doctrine faisant entrer la condition des étrangers dans le Droit international privé.		
20.	Conflits de lois, conflits de juridictions et condition des étrangers	15
§ 1. — <i>Notion de condition des étrangers.</i>		
21.	Définition	15
§ 2. — <i>Exposé de la thèse.</i>		
22.	Analogies	17
SECTION IV. — Doctrine extensive faisant entrer la nationalité dans le Droit international privé.		
23.	Conception française	18
§ 1. — <i>Particularisme de la nationalité.</i>		
24.	Différents aspects de ce particularisme	18
§ 2. — <i>Considérations justifiant l'intégration de la nationalité au droit international privé.</i>		
25.	Pluralités de liens	20
26.	Conclusion	21

CHAPITRE II

LES SOURCES DU DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

27.	Sources internes et sources internationales	22
-----	---	----

SECTION I. — Les sources internes.

§ 1. — *La loi.*

28.	Rôle de la loi	23
-----	----------------------	----

§ 2. — *La jurisprudence.*

29.	Importance de la jurisprudence	23
30.	Explication de l'importance de la jurisprudence judiciaire interne comme source de Droit international privé	24

§ 3. — *La doctrine.*

31.	Rôle de la doctrine	24
32.	Principaux ouvrages	25

SECTION II. — Les sources internationales.

SOUS-SECTION I. — Les Traités diplomatiques.

33.	Etude des traités dans la seule optique du Droit international privé	25
34.	But des traités en Droit international privé	25

35. Limites du domaine des traités en Droit international privé	26
§ 1. — <i>Etude descriptive des traités diplomatiques.</i>	
A. — <i>Traités multilatéraux.</i>	
36. Traités multilatéraux tendant à l'unification des règles de conflit.....	27
37. Traités multilatéraux tendant à l'unification des règles de fond	31
B. — <i>Traités bilatéraux.</i>	
38. Principaux traités bilatéraux.....	32
§ 2. — <i>Etude technique des traités diplomatiques.</i>	
39. Enumération des problèmes.....	33
A. — <i>Nature juridique des traités.</i>	
40. Contrat ou loi ?	34
41. 1 ^o Nature du traité dans les rapports entre Etats...	34
42. 2 ^o Nature du traité dans les rapports de chacun des Etats contractants et de ses ressortissants	34
B. — <i>Force obligatoire des traités.</i>	
43. Conflit entre un traité et une loi interne	36
44. 1 ^o Conflit entre un traité et une loi interne antérieure	36
45. 2 ^o Conflit entre une loi nouvelle et un traité antérieur	36
C. — <i>Interprétation des traités.</i>	
1 ^o Sources d'interprétation	40
46. a) Sources internationales d'interprétation	40
47. b) Sources internes d'interprétation	41
48. 2 ^o Méthode d'interprétation.....	43
D. — <i>Cessation de la force obligatoire des traités.</i>	
49. Divers modes de cessation	44
50. Influence de la guerre sur les traités de droit privé .	44
SOUS-SECTION II. — <i>Autres sources internationales.</i>	
51. Enumération	46
§ 1. — <i>La jurisprudence internationale.</i>	
52. La jurisprudence de la Cour Internationale de Justice de La Haye	47
§ 2. — <i>Influence des organes internationaux sur le Droit international privé.</i>	
53. 1 ^o Le passé : La société des Nations, l'unification des législations internes et la codification du Droit international privé.....	50
54. 2 ^o Rôle actuel et futur des organismes supranationaux : Organisation des Nations Unies et Communautés Européennes	51

CHAPITRE III

NATURE DU DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

55. Existence d'une controverse	53
SECTION I. — Le Droit international privé est-il un droit international ou un droit interne ?	
56. Exposé de la thèse d'après laquelle le Droit international privé est un Droit interne	53
57. Exposé de la thèse d'après laquelle le Droit international privé est un Droit international.....	54
58. Position adoptée	55
SECTION II. — Le Droit international privé est-il une discipline de Droit public ou de Droit privé ?	
59. Exposé de la thèse d'après laquelle le Droit international privé est une discipline de Droit public	56
60. Exposé de la thèse d'après laquelle le Droit international privé est une discipline de Droit privé	56
61. Position adoptée	57

CHAPITRE IV

LA MÉTHODE DU DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

62. Plan	58
----------------	----

SECTION I. — La méthode conflictuelle. Exposé et critique.

§ 1. — *Exposé de la méthode conflictuelle.*

63. Traits caractéristiques	59
-----------------------------------	----

§ 2. — *Critique de la méthode conflictuelle.*

64. Principaux griefs	60
65. 1 ^o Complexité de la méthode conflictuelle.....	61
66. 2 ^o Incertitude et imprévisibilité de la méthode conflictuelle.....	62
67. 3 ^o Excès et insuffisance d'internationalisme de la méthode conflictuelle	62
68. Appréciation	63

SECTION II. — La méthode fondée sur l'élaboration de règles matérielles. Sa place en Droit international privé.

69. Diversité des règles matérielles	64
70. Plan	65

§ 1. — *Dans quelle mesure l'avènement de règles matérielles de droit international élimine-t-il la méthode conflictuelle ?*A. — *Règles d'origine nationale.*

71. 1 ^o Règles matérielles d'origine législative	66
72. 2 ^o Règles matérielles d'origine jurisprudentielle	66

B. — *Règles d'origine internationale.*

73. 1 ^o Règles matérielles contenues dans un traité.....	68
---	----

74. 2 ^o Règles matérielles issues de l'arbitrage international	71
75. 3 ^o Règles matérielles issues du « droit spontané » ...	72
§ 2. — <i>Dans quels domaines les règles matérielles existent-elles d'ores et déjà et peuvent-elles s'imposer dans l'avenir?</i>	
76. Cantonnement des règles matérielles	73
77. Conséquences	74
78. Plan général	77

PREMIÈRE PARTIE

LES RÈGLES DE CONFLIT

TITRE I

Théorie générale des conflits de lois

SOUS-TITRE I

L'élaboration de la règle de conflit.

79. Division	79
--------------------	----

CHAPITRE I

ÉVOLUTION HISTORIQUE DES CONFLITS DE LOIS

80. Généralités	80
81. Éléments nécessaires à la naissance d'un conflit de lois	81
82. Antiquité	82
83. Invasions barbares	83
84. Moyen Age	83

SECTION I. — L'évolution antérieure au Code civil.

§ 1. — *L'apparition des catégories de rattachement : la doctrine italienne des statuts.*

85. Naissance de la doctrine italienne	85
86. Exposé de la doctrine des post-glossateurs	86
87. Appréciation critique de la doctrine des post-glossateurs	87
88. Destinées de la doctrine des post-glossateurs	88

§ 2. — *Les qualifications et le dogme du territorialisme : la doctrine française du XVI^e siècle.*A. — *La découverte du problème de la qualification : doctrine de Charles Dumoulin.*

89. Les deux aspects de l'œuvre de Dumoulin	90
---	----

B. — *L'apparition du dogmatisme territorialiste : doctrine de Bertrand d'Argentré.*

90. Exposé de la doctrine de d'Argentré	91
91. Appréciation critique de la doctrine de d'Argentré ..	93
92. Destinées de la doctrine de d'Argentré	94

§ 3. — *Le fonctionnement de l'application de la loi étrangère : la doctrine hollandaise de la courtoisie.*

93. Exposé de la doctrine hollandaise..... 96
94. Appréciation critique de la doctrine hollandaise 97

§ 4. — *L'aménagement des résultats acquis : la doctrine et la jurisprudence françaises des XVII^e et XVIII^e siècles.*

95. Les auteurs français des XVII^e et XVIII^e siècles 98
96. La jurisprudence de l'Ancien droit 99

SECTION II. — *Le Code civil et l'évolution postérieure.*

97. Le Code civil 99

§ 1. — *Les doctrines universalistes.*

98. Critique des méthodes traditionnelles et enseignement d'une méthode universelle pour l'élaboration et l'interprétation des règles nationales de Droit international privé..... 103
99. Doctrine de Savigny 103
100. Doctrine de Mancini 106
101. Doctrine de Pillet 109

§ 2. — *Réaction territorialiste et particulariste contemporaine.*

102. Particularisme et territorialisme 111
103. Les diverses expressions du territorialisme 112
104. Doctrine de de Vareilles-Sommières 113
105. Doctrine de Niboyet 114
106. Doctrine de Martin 115

§ 3. — *Tendances doctrinales actuelles.*

- 106 bis. Traits généraux..... 116

CHAPITRE II

CARACTÈRES DE LA RÈGLE DE CONFLIT DE LOIS

107. Division 117

SECTION I. — *Caractère bilatéral de la règle.*

108. Doctrine de l'unilatéralisme 117

§ 1. — *Unilatéralisme général.*

109. Différentes formes d'unilatéralisme 119

§ 2. — *Unilatéralisme limité.*

110. Applications de l'unilatéralisme 123

SECTION II. — *Caractère international du conflit.*

111. Division 126

§ 1. — *Détermination de la notion d'Etat internationalement souverain au plan des conflits des lois.*

A. — *Etats étrangers non reconnus.*

112. 1^o Doctrine 127
113. 2^o Jurisprudence 129

B. — *Annexion d'Etat.*§ 2. — *Distinction des conflits internationaux et des conflits internes.*

114.	Nature des conflits internes	130
115.	Conflits interterritoriaux	131
116.	Conflits interpersonnels	132

§ 3. — *Problèmes posés en Droit international privé par les Etats à système juridique non unifié.*

117.	1 ^o Diversité territoriale	136
118.	2 ^o Diversité personnelle	137

SECTION III. — *Caractère de lois « de Droit privé » des lois en conflit.*

119.	Conflit de lois et détermination du champ d'application de la loi française dans l'espace	138
120.	1 ^o Résolution de l'institut de Droit international ...	139
121.	2 ^o Interférences entre le Droit international privé et les disciplines de Droit public international.	
	a) Interférences entre le Droit international privé et le Droit pénal international	141
122.	b) Interférences entre le Droit international privé et le Droit administratif international	142
123.	c) Interférences entre le Droit international privé et le Droit fiscal international	143
124.	Conclusion	143

CHAPITRE III

DIVERSIFICATION DE LA MÉTHODE CONFLICTUELLE

125.	Plan	145
------	------------	-----

SECTION I. — *Règles de conflits et lois de police.*

126.	Généralités	145
------	-------------------	-----

SOUS-SECTION I. — *Le concept de lois de police.*§ 1. — *Les critères formalistes.*

127.	Les différents critères	150
------	-------------------------------	-----

§ 2. — *Les critères techniques.*

128.	1 ^o Lois de police et lois territoriales	153
129.	2 ^o Lois de police et lois d'ordre public	154

§ 3. — *Les critères finalistes.*

130.	1 ^o Lois de police et lois politiques	155
131.	2 ^o Lois de police et lois d'application immédiate ...	157

SOUS-SECTION II. — *Le particularisme des lois de police.*§ 1. — *Détermination du champ d'application des lois de police locales.*

132.	Lois de police et procédés de rattachement	160
------	--	-----

§ 2. — *Application des lois de police étrangère.*

133.	Eléments de solution	164
------	----------------------------	-----

SECTION II. — La méthode de la « proper law ».

134. Généralités	167
------------------------	-----

SOUS-SECTION I. — Les causes de l'essor
de l'impressionnisme juridique.

135. Les insuffisances de la méthode classique	169
--	-----

SOUS-SECTION II. — Exposé de la doctrine
de l'impressionnisme juridique.

136. Variantes de la doctrine	171
-------------------------------------	-----

§ 1. — *Directives fondées sur la technique.*

137. Méthode du groupement des points de contact	172
--	-----

§ 2. — *Directives fondées sur la finalité.*

138. 1 ^o Doctrine des intérêts gouvernementaux	174
---	-----

139. 2 ^o Doctrine dite de « la justice dans chaque décision »	176
--	-----

SOUS-SECTION III. — Destinées de l'impressionnisme juridique.

140. Applications de la méthode de la « proper law »	178
--	-----

§ 1. — *La proper law en matière de contrats.*

141. Théorie de la localisation objective	181
---	-----

142. Application	182
------------------------	-----

143. Limites	185
--------------------	-----

§ 2. — *La proper law en matière de régimes matrimoniaux.*

144. 1 ^o En matière de régime conventionnel	187
--	-----

145. 2 ^o En matière de régime légal	188
--	-----

§ 3. — *La proper law en matière de responsabilité.*

146. Proper law of the tort	191
-----------------------------------	-----

SOUS-SECTION IV. — Appréciation critique.
de l'impressionnisme juridique.

147. Inconvénients de la méthode de la proper law	193
---	-----

CHAPITRE IV

ÉLÉMENTS FONDAMENTAUX DU DROIT POSITIF FRANÇAIS

148. Division	196
---------------------	-----

SECTION I. — Les principes.

149. Généralités	196
------------------------	-----

§ 1. — *Intérêts nationaux.*

150. 1 ^o Sur le plan juridique	197
---	-----

151. 2 ^o Sur le plan politique	198
---	-----

§ 2. — *Intérêts internationaux.*

152. Influence des intérêts internationaux	199
--	-----

SECTION II. — Données de rattachement.

153. Différents procédés de localisation	201
--	-----

SOUS-SECTION I. — Localisation en fonction du sujet du rapport de droit : le statut personnel.

154. Contenu du statut personnel	202
155. Principe de solution	202

§ 1. — *Mérites respectifs de la loi nationale et de la loi du domicile.*A. — *Arguments en faveur de la loi nationale.*

156. Adaptation de la loi nationale	203
157. Permanence de la loi nationale	205
158. Certitude de la loi nationale	205

B. — *Arguments en faveur de la loi du domicile.*

159. Différents avantages de la loi du domicile	205
---	-----

C. — *Solution proposée.*

160. Combinaison de la loi nationale et de la loi du domicile	207
---	-----

§ 2. — *Evolution du Droit positif français.*

161. Généralités	208
------------------------	-----

A. — *Ancien Droit.*

162. Application de la loi du domicile	209
--	-----

B. — *Code civil.*

163. Application de la loi nationale	209
--	-----

C. — *Retour offensif de la loi du domicile.*

164. Domaine de la loi du domicile	210
--	-----

D. — *Incidence des réformes récentes.*

165. Les réformes intervenues en matière de divorce et de filiation	213
---	-----

SOUS-SECTION II. — Localisation en fonction de l'objet du rapport de droit : le statut réel.

166. Contenu du statut réel	215
167. Principe de solution	216

§ 1. — *Mérites de la lex rei sitae.*

168. 1 ^o Exposé des arguments en faveur de la lex rei sitae	216
169. 2 ^o Relativisme des avantages de la lex rei sitae	219

§ 2. — *Droit positif français.*

170. 1 ^o Statut réel immobilier	222
171. 2 ^o Statut réel mobilier	222

SOUS-SECTION III. — Localisation en fonction de la source
du rapport de droit : le statut des actes
et des faits juridiques.

172.	Introduction	223
173.	Principe de localisation.....	224
174.	Contenu de la catégorie de rattachement	224
175.	Avantages du procédé de localisation	226

§ 1. — *Statut des actes juridiques*
et droit des obligations contractuelles : la loi d'autonomie.

176.	Signification de l'autonomie de la volonté en Droit international privé. — 1 ^o Conception subjective et conception objective	228
177.	2 ^o Conséquences de l'une et l'autre conceptions	231
178.	3 ^o Droit positif	233

§ 2. — *Le statut des faits juridiques*
et le Droit des obligations extracontractuelles :
la « lex loci delicti ».

A. — *Délits et quasi-délits.*

179.	1 ^o Lex loci delicti et lex fori	235
180.	« Lex loci delicti » et « Proper law of the tort »	237

B. — *Quasi-contrats.*

181.	Principe de compétence	239
------	------------------------------	-----

SOUS-TITRE II

Interprétation de la règle de conflit.

182.	Plan	240
------	------------	-----

CHAPITRE I

LE CONFLIT DE QUALIFICATIONS

183.	Position du problème	241
184.	Exemples	242

SECTION I. — Détermination de la loi de qualification.

185.	Définition et plan	244
------	--------------------------	-----

§ 1. — *La controverse doctrinale.*

186.	1 ^o Qualification lege fori	245
187.	2 ^o Qualification lege causae	247
188.	3 ^o Qualification par référence à des concepts autonomes et universels	249

§ 2. — *La jurisprudence.*

189.	Constance de la jurisprudence	250
------	-------------------------------------	-----

§ 3. — *Position adoptée.*

190.	Principe de la qualification lege fori	251
------	--	-----

SECTION II. — Domaine de la loi de qualification.

§ 1. — *Limitations du rôle de la loi du for
au sein de la qualification « lege fori ».*

191.	1° Rôle de la loi étrangère dans la qualification	252
192.	2° Adaptation des catégories du droit interne	254

§ 2. — *Exceptions au principe de la qualification « lege fori ».*

193.	1° Qualification en sous-ordre	255
194.	2° Qualification des biens en meubles et immeubles	256
195.	3° Qualification en matière de traités diplomatiques	258
196.	4° Qualification après renvoi	258

CHAPITRE II

LE RENVOI

196 bis.	Conflits de rattachements	259
197.	Conflits positifs	260
198.	Conflits négatifs	260
199.	Distinction du renvoi au 1 ^{er} degré et du renvoi au second degré	261
200.	Origine du renvoi	262

SECTION I. — Du principe de l'admission du renvoi.

§ 1. — *Discussion doctrinale.*A. — *Attaque du renvoi.*

201.	Objections au renvoi	264
------	--------------------------------	-----

B. — *Défense du renvoi.*

202.	Réfutation des objections émises par les adversaires du renvoi	267
------	---	-----

§ 2. — *Droit positif.*

203.	1° Droit positif français	270
204.	2° Droits étrangers	274
205.	3° Droit conventionnel	274

SECTION II. — Fondements du renvoi.

§ 1. — *La controverse doctrinale.*A. — *La conception classique du renvoi :
Théorie du renvoi — délégation.*

206.	Exposé	275
------	------------------	-----

B. — *Les conceptions modernes du renvoi.*

207.	1° Conception de Lerebours-Pigeonnière : théorie du renvoi-règlement subsidiaire. — a) Exposé	276
208.	b) Critiques	277
209.	2° Conception de Niboyet : solution du conflit négatif par l'appel à la notion d'ordre public	280
210.	3° Conception de M. Batiffol : explication du renvoi par le souci de coordination des systèmes de droit international privé	281

§ 2. — *Droit positif.*

211.	Jurisprudence	283
212.	Caractère de la règle de renvoi	286

SECTION III. — *Limites à l'application du renvoi.*§ 1. — *Exclusion du renvoi en cas de non-nécessité ou d'inutilité pratique.*

213.	1 ^o Théorie de M. Francescakis	288
214.	2 ^o Système anglais du « double renvoi »	289
215.	3 ^o Théorie proposant de limiter le renvoi en fonction de son utilité comme instrument d'harmonisation des règles de conflit	290

§ 2. — *Exclusion du renvoi en cas d'impossibilité technique.*

216.	1 ^o Renvoi au second degré	291
217.	2 ^o Incidence sur le renvoi du développement dans certains pays étrangers de la méthode de la proper law	292

§ 3. — *Exclusion du renvoi en cas d'allergie de la règle de conflit régissant la matière considérée.*

218.	1 ^o Exclusion du renvoi dans les matières relevant de la loi d'autonomie. — a)	293
219.	b) Régimes matrimoniaux	294
220.	c) Sociétés	294
221.	2 ^o Exclusion du renvoi en matière de forme des actes juridiques	294

CHAPITRE III

LE CONFLIT MOBILE

222.	Position du problème	296
223.	1 ^o Conflits de systèmes	297
224.	2 ^o Conflits dans le temps en droit international privé. — a) Modification de la loi interne	298
225.	b) Modification de la règle de conflit	299

SECTION I. — *La controverse doctrinale.*§ 1. — *Thèse tendant à écarter l'emprise immédiate de la loi nouvelle.*

226.	Exposé	300
227.	Critiques	302

§ 2. — *Thèse préconisant l'application aux conflits mobiles des règles du droit transitoire interne.*

228.	Exposé	304
229.	Appréciation	305

SECTION II. — *Le droit positif.*§ 1. — *Le principe.*

230.	Application immédiate de la loi nouvelle	307
231.	Domaine de l'application immédiate	308

§ 2. — *Les exceptions.*

232.	Exclusion systématique de la rétroactivité	309
233.	Manipulation du conflit mobile aux fins d'application de la loi la plus favorable	310

SOUS-TITRE III

Mise en œuvre de la règle de conflit.

234.	Vocation subsidiaire de la loi française	312
235.	Plan	313

CHAPITRE I

APPLICATION DE LA LOI ÉTRANGÈRE

236.	Position du problème	315
-------------	----------------------------	-----

SECTION I. — Fondement de l'application
de la loi étrangère.§ 1. — *La thèse anglo-saxonne des « vested rights ».*

237.	Exposé.....	316
-------------	-------------	-----

§ 2. — *Les théories italiennes de la « réception »
de la loi étrangère.*

238.	Exposé.....	317
-------------	-------------	-----

§ 3. — *La position française : la loi étrangère
considérée comme un élément de fait.*

239.	Exposé.....	318
-------------	-------------	-----

SECTION II. — Condition de la loi étrangère
en droit positif français.§ 1. — *La loi étrangère devant les juges du fond.*

240.	1° Preuve de la loi étrangère	320
241.	2° Non-application d'office de la loi étrangère	321

§ 2. — *La loi étrangère devant la Cour de cassation.*

242.	1° La compétence de la loi étrangère ne peut être invoquée pour la première fois devant la Cour de cassation	323
243.	2° Il en est de même de la position adoptée par la Cour régulatrice quant au contrôle de l'application par le juge du fond de la loi étrangère. — a) Prin- cipe	323
244.	b) Tempérament : Recevabilité du pourvoi fondé sur la dénaturation de la loi étrangère	326
245.	Evolution de la jurisprudence	326

CHAPITRE II

ÉVICTION DE LA LOI ÉTRANGÈRE

246.	Position du problème	333
247.	Division	333

SECTION I. — L'ordre public.

248. Evolution historique	334
---------------------------------	-----

§ 1. — *La notion de l'ordre public en Droit international privé.*A. — *Ordre public et notions voisines.*

249. 1° Ordre public interne et ordre public en droit international privé.....	336
250. 2° Ordre public et catégorie normale de rattachement	338
251. 3° Ordre public et lois de police ou lois d'application immédiate	340

B. — *Spécificité de la notion d'ordre public en droit international privé.*

252. Définition	340
253. Exemples	342
254. Domaine et fondements	345

§ 2. — *Les effets de l'exception d'ordre public.*A. — *Effet général de l'exception d'ordre public.*

255. Effet de substitution	351
256. 1° Du principe de la substitution	352
257. 2° Etendue de la substitution	353
258. Jurisprudence	353

B. — *Effet atténué de l'ordre public.*

259. Distinction de la création des droits et des droits acquis	355
260. Domaine de l'effet atténué	358
261. Fondement de l'effet atténué.....	359

C. — *Effet réflexe de l'ordre public.*

262. Position du problème	359
263. Admission de l'effet réflexe	360

SECTION II. — La fraude à la loi.

264. Généralités	361
------------------------	-----

§ 1. — *Les conditions d'existence de la fraude à la loi.*

265. Enumération	363
------------------------	-----

A. — *Conditions intangibles.*

266. 1° L'utilisation volontaire d'une règle de conflit....	363
267. 2° L'intention d'échapper à une disposition impérative de la loi	365

B. — *Condition en voie de disparition : exigence d'une fraude à la loi française.*

268. Fraude à la loi étrangère	365
--------------------------------------	-----

§ 2. — *Sanction de la fraude à la loi.*

269. Inopposabilité de l'acte frauduleux	367
--	-----

TITRE II

Application des règles générales.

270. Plan	369
-----------------	-----

SOUS-TITRE I

Droit des personnes.

271. Généralités	369
------------------------	-----

CHAPITRE I

STATUT INDIVIDUEL

SECTION I. — Actes de l'Etat Civil.

272. Généralités	370
273. A. Territorialité du service public de l'Etat Civil ...	370
274. B. Régime de la preuve	371

SECTION II. — Nom.

275. Attribution du nom	372
-------------------------------	-----

SECTION III. — Domicile.

276. Détermination du domicile	372
--------------------------------------	-----

SECTION IV. — Capacité.

277. Généralités	374
------------------------	-----

§ 1. — Incapacités.

278. 1 ^o Compétence de la loi nationale	374
279. 2 ^o Ignorance excusable de la loi étrangère	376

§ 2. — Protection des incapables.

280. Généralités	377
------------------------	-----

I. Droit commun.

281. A. Compétence de principe de la loi personnelle	378
282. B. Domaine de la loi personnelle. — 1 ^o Conflit entre la loi personnelle et la loi réelle	379
283. 2 ^o Conflit entre la loi personnelle et la loi du for ou du domicile de l'incapable	380

II. Droit conventionnel.

284. Convention de La Haye du 5 octobre 1961	382
--	-----

CHAPITRE II

STATUT FAMILIAL

285. Objet	384
------------------	-----

SECTION I. — Mariage.

286.	Qualification du mariage	385
287.	Plan	385

SOUS-SECTION I. — Formation du mariage.

288.	Fiançailles	385
289.	Distinction de la forme et du fond	386

§ 1. — Conditions de forme.

I. Compétence de principe de la loi locale.

290.	A. Fondement	387
291.	B. Applications. — 1° Mariage contracté en France .	387
292.	Mariage selon les formes de la loi nationale	388
293.	2° Mariage contracté à l'étranger. — a) Mariage des Français	389
294.	Limites apportées à la compétence de la loi locale ..	390
295.	b) Mariage des étrangers	391
296.	C. Domaine	392
297.	Preuve du mariage	392

II. Compétence exceptionnelle de la loi nationale.

298.	Mariages diplomatiques et consulaires	393
------	---	-----

§ 2. — Conditions de fond.

I. Détermination de la loi compétente.

299.	A. Compétence de la loi nationale	394
300.	B. Détermination de la loi nationale	395
301.	Mariages mixtes	395
302.	C. Mise en œuvre	396

II. Domaine.

303.	A. Empêchements bilatéraux	397
304.	B. Intervention de l'ordre public. — 1° Mariages contractés en France	398
305.	a) Conditions ou empêchements connus du droit français	398
306.	b) Conditions ou empêchements inconnus du droit français	401
307.	Mariages contractés à l'étranger.....	402

§ 3. — Sanctions des règles de formation du mariage.

308.	A. Loi applicable	403
309.	B. Domaine. — 1° Conditions de la nullité	403
310.	2° Effets de la nullité	404

SOUS-SECTION II. — Effets du mariage.

§ 1. — Détermination de la loi applicable.

311.	A. Epoux de nationalités différentes	405
312.	B. Changement de nationalité	407

§ 2. — Domaine de la loi nationale.

313.	A. Rapports personnels entre époux	408
------	--	-----

314.	B. Rapports pécuniaires entre époux	409
315.	1 ^o Obligation alimentaire entre époux	410
316.	2 ^o Hypothèque légale des époux	411
317.	3 ^o Contrats entre époux	412

SOUS-SECTION III. — Dissolution du mariage.

§ 1. — *Détermination de la loi compétente.*

I. *Solutions antérieures à la loi de 1975.*

318.	A. Époux de nationalités différentes. — 1 ^o Solutions antérieures à l'arrêt Rivière	415
319.	2 ^o La jurisprudence Rivière	417
320.	B. Changement de nationalité (ou de domicile)	420

II. *Loi du 11 juillet 1975.*

321.	Généralités	421
322.	A. Rattachements de l'article 310 du Code civil. — 1 ^o Cas où les deux époux sont de nationalité française	422
323.	2 ^o Cas où les deux époux n'ont pas ensemble la nationalité française	423
324.	B. Appréciation. — 1 ^o Opportunité de la réforme ..	424
325.	2 ^o Justifications des nouvelles règles	425
326.	3 ^o Mise en œuvre de l'article 310	427

§ 2. — *Exceptions à la loi compétente.*

327.	A. Renvoi	428
328.	B. Fraude à la loi	429
329.	C. Ordre public. — 1 ^o Lois étrangères plus libérales que la loi française	429
330.	2 ^o Lois étrangères plus restrictives que les lois françaises	433

§ 3. — *Domaine de la loi applicable.*

331.	A. Procédure	436
332.	Divorces et séparations confessionnels	436
333.	Mesures provisoires	437
334.	B. Effets du divorce et de la séparation de corps. — 1 ^o Effets personnels	438
335.	2 ^o Effets patrimoniaux	439
336.	3 ^o Conversion de la séparation de corps en divorce ..	440

SECTION II. — Filiation.

337.	Plan	442
-------------	------------	-----

SOUS-SECTION I. — Filiation légitime et filiation naturelle.

338.	Division	442
-------------	----------------	-----

§ 1. — *Etablissement de la filiation.*

I. *Détermination de la loi compétente.*

339.	Généralités	443
340.	A. Règle générale	443
341.	1 ^o Rattachement dans l'espace. — a) Loi compétente ..	443
342.	b) Domaine	445

343.	2° Rattachement dans le temps	446
344.	B. Règles particulières	447
345.	1° Légitimation. — a) Loi applicable	447
346.	b) Domaine	447
347.	2° Reconnaissance	448
348.	3° Action à fins de subsides	449

*II. Exceptions apportées à l'application
de la loi compétente.*

349.	A. Exception résultant de la possession d'état. — 1° La règle de l'article 311-15 du Code civil	450
350.	2° Domaine	451
351.	B. Exception résultant du renvoi	451
352.	C. Exception résultant de l'ordre public	453

§ 2. — Effets de la filiation.

353.	A. Solutions antérieures à 1972. — 1° Puissance paternelle et autorité parentale. — a) Loi appli- cable	456
354.	b) Domaine et exceptions	457
355.	2° Obligation alimentaire. — a) Loi applicable	458
356.	b) Intervention de l'ordre public	458
357.	B. Incidence de la loi de 1972	459
358.	C. Droit conventionnel	459

SOUS-SECTION II. — Filiation adoptive.

359.	A. Conditions de l'adoption. — 1° Loi applicable ...	463
360.	2° Domaine	464
361.	B. Effets de l'adoption	465

SOUS-TITRE II

Droit des obligations.

362.	Plan	467
-------------	------------	-----

CHAPITRE I

OBLIGATIONS VOLONTAIRES

363.	Division	467
-------------	----------------	-----

SECTION I. — Actes juridiques.

SOUS-SECTION I. — Forme des actes juridiques.

364.	Origine historique de la règle locus regit actum	468
365.	Fondement	468

§ 1. — Caractère de la règle « locus regit actum ».

366.	A. Principe du caractère facultatif	469
367.	B. Portée	470

§ 2. — Domaine de la règle « locus regit actum ».

368.	A. Quant aux actes juridiques	471
369.	B. Quant aux catégories de forme	473
370.	A. Formes solennelles	474

371. B. Formes habilitantes	475
372. C. Formes de publicité	475
373. D. Formes de preuve	476

SOUS-SECTION II. — Substance des actes juridiques.

374. Division	480
----------------------------	-----

§ 1. — *Détermination de la loi d'autonomie.*

375. A. Choix par les parties de la loi applicable — 1° Choix explicite	480
376. 2° Choix implicite	481
377. B. Absence de choix par les parties de la loi applicable	482
378. Convention de La Haye sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels	484

§ 2. — *Domaine de la loi d'autonomie.*

I. *Formation du contrat.*

379. Compétence de principe de la loi d'autonomie.....	485
---	-----

II. *Effets du contrat.*

380. Division	487
381. A. Effets proprement dits du contrat.....	487
382. B. Exécution du contrat. — 1° Loi acceptable	488
383. 2° Domaine	488
384. 3° Exceptions	490

SECTION II. — Régimes matrimoniaux.

385. Plan	496
------------------------	-----

SOUS-SECTION I. — Détermination de la loi applicable.

386. Historique	496
------------------------------	-----

§ 1. — *Régime conventionnel.*

387. Compétence de la loi d'autonomie	496
--	-----

§ 2. — *Régime légal.*

388. A. Principe de la loi d'autonomie	497
389. B. Détermination de la loi d'autonomie	499

SOUS-SECTION II. — Domaine de la loi applicable.

390. Division	500
----------------------------	-----

§ 1. — *Etablissement du régime matrimonial.*

391. A. Règle générale.....	500
392. B. Applications. — 1° Conditions de forme. a)	501
393. b) Formalités de publicité	501
394. c) Mutabilité du régime matrimonial	502
395. 2° Conditions de fond. — a) La capacité des époux .	503
396. b) Liberté des conventions matrimoniales	504

§ 2. — *Fonctionnement du régime.*

397. 1° Règle générale	505
398. 2° Exceptions	505

CHAPITRE II

OBLIGATIONS LÉGALES

399. Division	507
---------------------	-----

SECTION I. — Détermination de la loi locale.

400. A. Absence de statut de rattachement.....	507
401. B. Pluralité des statuts de rattachement.....	508

SECTION II. — Domaine de la loi.

SOUS-SECTION I. — Délits.

§ 1. — *Application de la loi délictuelle
aux différentes catégories de responsabilité.*

402. A. Responsabilité du fait des choses. — 1 ^o Responsabilité du fait des bâtiments	511
403. 2 ^o Responsabilité du fait des véhicules. — a) Solutions de la jurisprudence	511
404. b) Convention de La Haye du 4 mai 1971 sur la loi applicable en matière d'accidents de la circulation routière	513
405. 3 ^o Responsabilité du fait des produits	514
406. B. Responsabilité du fait d'autrui. — a) Responsabilité des parents	515
407. C. Responsabilité pour accidents du travail	515

§ 2. — *Application de la loi délictuelle
au régime de l'obligation*

408. A. Éléments constitutifs	516
409. B. Sanction de l'obligation délictuelle	517

SOUS-SECTION II. — Quasi-contrats.

410. Compétence de la loi locale	519
--	-----

SOUS-TITRE III

Droit des biens.

CHAPITRE I

BIENS CONSIDÉRÉS UT SINGULI

411. Plan	520
-----------------	-----

SECTION I. — Détermination de la loi de la situation.

412. Division	520
---------------------	-----

§ 1. — *Absence de statut réel.*

413. Loi applicable.....	521
--------------------------	-----

§ 2. — *Pluralité de statuts réels.*

414. 1 ^o Conflits mobiles	521
415. 2 ^o Meubles en transit	523

SECTION II. — **Domaine de la loi de la situation.**

416. Plan	523
-----------------	-----

SOUS-SECTION I. — **Biens corporels.**

417. Généralités	524
------------------------	-----

§ 1. — *Droits réels principaux.*

418. A. Contenu des droits	524
419. B. Acquisition des droits. — 1 ^o Acquisition par les procédés du droit commun.....	525
420. 2 ^o Acquisition par les procédés exorbitants du droit commun	526

§ 2. — *Droits réels accessoires.*

421. A. Compétence de la lex rei sitae	528
422. B. Limites	529

SOUS-SECTION II. — **Biens incorporels.**

423. Division	530
424. Créances. — 1 ^o Principes	530
425. 2 ^o Applications.....	531
426. Propriétés incorporelles	532

CHAPITRE II

SUCCESSIONS

427. Plan	534
-----------------	-----

SECTION I. — **Détermination de la loi applicable.**

428. Précédents historiques	534
-----------------------------------	-----

§ 1. — *Solutions du droit positif.*

429. A. Successions immobilières	535
430. B. Successions mobilières	535

§ 2. — *Appréciation critique.*

431. Evolution des doctrines	537
------------------------------------	-----

SECTION II. — **Domaine de la loi successorale.**

432. A. Principe	539
433. B. Applications. — 1 ^o Dévolution successorale	540
434. 2 ^o Transmission de la succession	543
435. 3 ^o Partage de la succession	545

DEUXIÈME PARTIE

LES RÈGLES MATÉRIELLES

436. Généralités	549
------------------------	-----

TITRE I

Conflits de juridictions

437.	Définition	551
438.	Nature des règles de conflits de juridictions	553
439.	Conflits de juridictions et conflits de lois	554
440.	Droit conventionnel	556

SOUS-TITRE I

Compétence judiciaire internationale.

441.	Nature des règles de compétence judiciaire internationale	558
------	---	-----

CHAPITRE I

RÈGLES ORDINAIRES DE COMPÉTENCE

442.	Généralités	564
------	-------------------	-----

SECTION I. — Détermination de la compétence.

443.	Division.....	565
------	---------------	-----

§ 1. — *Les litiges entre étrangers.*

444.	Abandon du principe de l'incompétence des tribunaux français dans les litiges entre étrangers	565
445.	Actions réelles	567
446.	Actions en responsabilité délictuelle	567
447.	Actions fondées sur une loi française de police, d'assistance, ou concernant un service public	568
448.	Voies d'exécution. Action en exequatur	568
449.	Actions successorales.....	569
450.	Actes de commerce	569
451.	Actions relatives à l'état et la capacité des personnes	570

§ 2. — *Extension des règles internes de compétence territoriale.*

452.	Modalités d'application des règles internes	571
------	---	-----

SECTION II. — Régime de la compétence.

453.	Division	574
------	----------------	-----

§ 1. — *Possibilité pour les parties de déroger aux règles de compétence internationale.*

454.	1° Prorogation conventionnelle de compétence	575
455.	2° Accord compromissoire	576

§ 2. — *Conditions dans lesquelles l'incompétence peut être soulevée.*

456.	1° Le juge peut-il soulever d'office son incompétence?	577
457.	2° L'exception d'incompétence doit-elle être soulevée in limine litis?	578
458.	3° Comment peut être soulevée l'exception d'incompétence?	578

§ 3. — *Incidence de la litispendance,
de la connexité et des questions préalables
dans les rapports internationaux.*

459.	1 ^o Litispendance	579
460.	2 ^o Connexité et questions préalables	580

CHAPITRE II

RÈGLES EXORBITANTES DE COMPÉTENCE

461.	Origine et fondement	581
462.	Appréciation critique	583

SECTION I. — Conditions d'application
des articles 14 et 15 du Code civil.

§ 1. — *Personnes entre lesquelles
les articles 14 et 15 peuvent s'appliquer.*

463.	Condition de nationalité française	585
------	--	-----

§ 2. — *Actions soumises aux articles 14 et 15.*

464.	Extension du domaine des articles 14 et 15 par la jurisprudence	586
------	--	-----

SECTION II. — Régime procédural des articles 14 et 15.

§ 1. — *Les articles 14 et 15, règles de compétence facultative.*

465.	1 ^o Inapplicabilité d'office des articles 14 et 15 du Code civil	588
466.	2 ^o Faculté de renonciation au bénéfice des articles 14 et 15	588

§ 2. — *Les articles 14 et 15, règles de compétence exclusive.*

467.	1 ^o Compétence indirecte	591
468.	2 ^o Détermination du tribunal français territoriale- ment compétent	591

CHAPITRE III

IMMUNITÉS DE JURIDICTION ET D'EXÉCUTION

469.	Définition	593
470.	Historique	593

SECTION I. — Immunité de juridiction.

471.	Fondements	594
472.	Sources	596

§ 1. — *Etendue de l'immunité.*

473.	Evolution	597
------	-----------------	-----

A. — *Personnes protégées.*

474.	1 ^o Etats étrangers	597
475.	2 ^o Souverains et chefs d'Etat étrangers	599
476.	3 ^o Agents diplomatiques	600

B. — *Actes couverts par l'immunité.*

477.	Les thèses en présence	600
478.	1 ^o Activités des agents diplomatiques	601
479.	2 ^o Activités des souverains étrangers	602
480.	3 ^o Activités des Etats étrangers	602

§ 2. — *Conséquences et régime procédural
de l'immunité de juridiction.*

481.	Incompétence des tribunaux français.....	605
482.	Renonciation à l'immunité.....	606

SECTION II. — Immunité d'exécution.

483.	Etendue de l'immunité	607
------	-----------------------------	-----

CHAPITRE IV

DROIT CONVENTIONNEL

484.	Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968	608
------	---	-----

SECTION I. — Détermination de la compétence.

485.	Principe et tempéraments	609
486.	Compétence exclusive	611
487.	Sort des fors exorbitants	612

SECTION II. — Régime de la compétence.

488.	Prorogation conventionnelle de compétence	613
489.	Caractère relatif ou absolu de l'incompétence.....	613
490.	Litispendance et connexité	614

SOUS-TITRE II

Effets internationaux des jugements.

491.	Notion générale de l'exequatur (distinction de la force probante de l'autorité de chose jugée et de la force exécutoire)	615
------	--	-----

CHAPITRE I

DE L'EXEQUATUR

492.	Principe de l'exigence d'un exequatur	618
------	---	-----

SECTION I. — Décisions susceptibles d'exequatur.

§ 1. — *Jugements étrangers susceptibles
d'effet international.*

493.	Notion de jugement étranger.....	619
494.	Jugements susceptibles d'effet international	619

§ 2. — *Actes étrangers et sentences arbitrales.*

495.	Actes	619
496.	Sentences arbitrales.....	620
497.	Exequatur.....	621

TABLE DES MATIÈRES

859

SECTION II. — Pouvoirs du juge et conditions de l'exequatur.

§ 1. — Pouvoirs du juge de l'exequatur.

498. Contrôle.....	622
499. Révision au fond	622
500. Jurisprudence	623

§ 2. — Conditions de l'exequatur.

501. Enumération	624
502. 1° Vérification de la compétence judiciaire	625
503. a) Compétence internationale ou générale	625
504. b) Compétence interne ou spéciale	628
505. 2° Vérification de la compétence législative	629
506. 3° Respect de l'ordre public	630
507. 4° Absence de fraude à la loi	632

SECTION III. — Procédure et effets de l'exequatur.

508. Procédure	633
509. Effets	633

CHAPITRE II

EFFETS INDÉPENDANTS DE L'EXEQUATUR

SECTION I. — Effets généraux.

510. Force probante.....	635
511. Juste cause	636

SECTION II. — Effets propres à certains jugements.

512. Jugements étrangers produisant de plein droit des effets plus étendus	636
---	-----

CHAPITRE III

DROIT CONVENTIONNEL

513. Conventions bilatérales et conventions multilatérales	640
--	-----

SECTION I. — Reconnaissance.

514. Reconnaissance de plein droit	641
--	-----

SECTION II. — Exécution.

515. Simplification de l'exequatur	641
--	-----

TITRE II

Nationalité

516. Plan	643
-----------------	-----

SOUS-TITRE I

Théorie générale de la nationalité.

517. Division	643
---------------------	-----

CHAPITRE I

LA NOTION DE NATIONALITÉ

518. Eléments de la nationalité	644
---------------------------------------	-----

§ 1. — *L'Etat donneur de nationalité.*

519. La notion d'Etat	644
520. Distinction de l'Etat et de la Nation	645
521. Unité de la nationalité française	645
522. Pouvoir exclusif de la France d'attribuer sa nationalité	646

§ 2. — *L'individu qui reçoit la nationalité.*

523. Nationalité des personnes	646
524. Nationalité des choses	647

§ 3. — *Le lien de nationalité.*

525. Plan	647
526. A) Principes dominant l'attribution du lien de nationalité	647
527. B) Nature juridique du lien de nationalité	650

CHAPITRE II

SOURCES DU DROIT DE LA NATIONALITÉ

528. Division	652
---------------------	-----

SECTION I. — Sources internes.

§ 1. — *Evolution de la législation française.*

529. Notions historiques. — 1° Les législations antiques ..	652
530. 2° Le Droit romain	653
531. 3° Le Moyen Age	654
532. 4° La période monarchique	655
533. 5° Le Droit intermédiaire	656

I. — *Du Code civil au Code de la nationalité.*A. — *Le Code civil.*

534. Système du Code civil	657
----------------------------------	-----

B. — *Evolution de la nationalité française de 1084 à 1927.*

535. 1° Facteurs d'évolution. — a) Evolution des faits ..	658
536. 2° Sens de l'évolution	659

C. — *La réaction du décret-loi du 12 novembre 1938.*

537. Economie du décret-loi de 1938	661
---	-----

D. — *Evolution de la nationalité française
de 1939 à 1945.*

538. Mesures législatives	663
---------------------------------	-----

II. — *Le Code de la nationalité.*A. — *Structure et forme.*

539. Caractère exhaustif du Code de la nationalité	665
540. Critique	666

B. — *Principes directeurs.*

541. Conservatisme et innovations	667
---	-----

III. — *La loi du 9 janvier 1973.*

542. 1° Historique de la loi	668
543. 2° Principales innovations apportées au Code de la nationalité	669

§ 2. — *Champ d'application du Code de la nationalité.*I. — *Champ d'application dans l'espace.*

544. France et Territoires d'outre-mer	670
--	-----

II. — *Champ d'application dans le temps.*

545. Plan	671
546. A) Conflits de lois dans le temps relatifs à l'attribu- tion, à l'acquisition et à la perte de la nationalité. — 1° Historique	671
547. 2° Solutions des articles 3 et 4 du Code de la natio- nalité	672
548. 3° Portée des articles 3 et 4 du Code de la nationalité	673
549. 4° Caractère interprétatif des articles 3 et 4 du Code de la nationalité	673
550. B) Conflits de lois dans le temps relatifs à la procé- dure et à la preuve de la nationalité	674
551. C) Conflits de lois dans le temps relatifs aux droits des naturalisés	674

SECTION II. — *Sources internationales.*

552. Généralités	675
553. Traités d'annexion. Notions générales	675
554. Cas de l'Alsace et de la Lorraine	676

SOUS-TITRE II

Règles matérielles
déterminant la nationalité française.

CHAPITRE I

RÈGLES DE FOND

SECTION I. — Etablissement de la nationalité française.

555. Nationalité d'origine et nationalité acquise.....	678
--	-----

SOUS-SECTION I. — La nationalité française d'origine.

556. Généralités	679
------------------------	-----

§ 1. — *Nationalité française d'origine en considération
de la filiation.*

557. Division	679
---------------------	-----

I. — *Premier principe : la nationalité française d'origine
est attribuée jure sanguinis, sans considération du sexe,
masculin ou féminin, du parent.*

558. Solutions antérieures	680
----------------------------------	-----

A. — *Attribution sans réserve d'une faculté de répudiation.*

559. 1 ^o Principe	681
560. 2 ^o Changement de nationalité	681

B. — *Attribution sous réserve de répudiation.*

561. Article 19 du Code de la nationalité	682
---	-----

II. — *Deuxième principe : la nationalité française d'origine
est attribuée jure sanguinis, sans considération de la filiation,
légitime ou naturelle, de l'enfant.*

562. 1 ^o Principe	683
563. 2 ^o Applications. — a) Filiation naturelle.....	684
564. b) Adoption plénière	686

§ 2. — *Nationalité française d'origine
en considération de la naissance en France.*

565. Rôle du jus soli	686
-----------------------------	-----

I. — *Naissance en France de parents inconnus ou apatrides.*

566. Evolution législative	687
----------------------------------	-----

A. — *Naissance en France de parents inconnus.*

567. 1 ^o Principe	688
568. 2 ^o Exception	688

B. — *Naissance en France de parents apatrides
ou de parents dont la nationalité étrangère
ne peut être transmise à l'enfant.*

569. Article 21-1 du Code de la nationalité	689
---	-----

II. — *Naissance en France de parents étrangers
nés en France.*

- 570.** 1^o Règle générale 690
571. 2^o Exception 692

§ 3. — *Dispositions communes.*

- 572.** Plan 692

A. — *Date d'attribution de la nationalité française.*

- 573.** Article 26 du Code de la nationalité 692

B. — *Etablissement de la filiation.*

- 574.** Réformes apportées par la loi de 1973 693

C. — *La faculté de répudiation.*

- 575.** Conditions d'exercice. — 1^o Epoque de l'exercice ... 694
576. 2^o Preuve d'une nationalité étrangère 695
577. 3^o Capacité d'exercice 695
578. 4^o Absence de renonciation à la faculté de répudia-
tion 695

SOUS-SECTION II. — *La nationalité française acquise.*

- 579.** Plan 696

§ 1. — *Conditions d'acquisition de la nationalité française.*

- 580.** Division 696

I. — *Conditions communes aux différents cas d'acquisition.*

- 581.** Généralités 696

A. — *Empêchements absolus.*

- 582.** 1^o Condamnations pénales 697
583. 2^o Expulsion et assignation à résidence 698

B. — *Empêchements relatifs.*

- 584.** Opposition du gouvernement 698

II. — *Conditions particulières à chaque cas d'acquisition.*

- 585.** Différents modes d'acquisition de la nationalité
française après la naissance 699

A. — *Acquisition de la nationalité française
par l'effet de la loi.*

- 586.** Division 700
1^o Nationalité française acquise en considération de
la filiation
587. a) Cas de la légitimation par mariage. — Evolution
législative 700
588. Solution actuelle 701

589.	b) Cas de l'adoption simple	701
	2° Nationalité française acquise en considération de la naissance et de la résidence en France.	
590.	Evolution législative	702
591.	a) Conditions positives d'acquisition de la nationalité française jure soli par le seul effet de la loi. — α) Etre né de parents étrangers nés eux-mêmes à l'étranger.....	702
592.	β) La naissance en France	703
593.	γ) La résidence en France	703
594.	Cas de l'incorporation dans l'armée	704
595.	b) Conditions négatives : absence d'obstacle à l'acquisition de la nationalité française jure soli par le seul effet de la loi	704
596.	Faculté de décliner l'acquisition de la nationalité française	705

B. — *Acquisition de la nationalité française par déclaration.*

	1° Cas d'acquisition :	
597.	Enumération	705
598.	a) Mariage	706
599.	Régime actuel	708
600.	b) Possession d'état de Français	709
601.	c) Naissance et résidence en France	709
602.	d) Adoption et cas assimilés	709
603.	e) Réintégration	710
	2° Régime de la déclaration :	
604.	Formes et procédure	710
605.	a) Autorité compétente.....	711
606.	b) Formalités	711

C. — *Acquisition de la nationalité française par décision de l'autorité publique.*

607.	Cas d'acquisition	711
	1° Naturalisation :	
608.	Evolution législative. Loi de 1889	712
609.	Loi de 1927 et réforme de 1938	713
610.	Code de la nationalité	714
611.	a) Conditions de fond	714
612.	α) Condition d'âge et de capacité	714
613.	β) Condition de résidence	715
614.	γ) Stage	715
615.	δ) Conditions de moralité, d'assimilation et de santé.	717
616.	b) Conditions de forme	718
	2° Réintégration par décret :	
617.	Réintégration par décret et réintégration par déclaration	719
618.	a) Conditions	720
619.	b) Procédure	720

§ 2. — *Effets de l'acquisition de la nationalité française.*

620.	Division	720
------	----------------	-----

I. — *Effets individuels.*

621.	A) Principe	721
622.	B) Exceptions	721

623. 1 ^o Evolution législative	721
624. 2 ^o Régime actuel	722

II. — *Effet collectif.*

625. Généralités	723
626. 1 ^o Domaine et conditions	723
627. 2 ^o Exclusions	724

SECTION II. — Disparition de la nationalité française.

628. Généralités	724
-------------------------------	-----

SOUS-SECTION I. — Perte de la nationalité française.

629. Evolution législative	724
630. Classification des cas de perte de la nationalité française	725

§ 1. — *Perte de la nationalité française par déclaration expresse de l'intéressé.*

631. Enumération	726
-------------------------------	-----

A. — *Acquisition volontaire d'une nationalité étrangère.*

632. Conditions de perte de la nationalité française	726
---	-----

B. — *Mariage avec un étranger.*

633. 1 ^o Evolution législative	727
634. 2 ^o Conditions de perte de la nationalité française ...	729

§ 2. — *Perte de la nationalité française par décision de l'autorité publique.*

A. — *Perte par décret.*

635. 1 ^o Possession d'une nationalité étrangère	730
636. 2 ^o Exercice effectif d'une nationalité étrangère	731
637. 3 ^o Emploi dans un service public à l'étranger	732

B. — *Perte par jugement.*

638. Etablissement prolongé à l'étranger	732
639. Application dans le temps de l'article 95.....	734

SOUS-SECTION II. — Déchéance de la nationalité française.

640. Evolution législative	734
641. 1 ^o Cas de déchéance	735
642. 2 ^o Conditions d'application	736
643. 3 ^o Effets	737

CHAPITRE II

RÈGLES DE FORME

SECTION I. — Preuve de la nationalité.

A. — *Preuve de la nationalité française.*

644. Historique	738
645. 1 ^o Certificat de nationalité	739

646.	2° Charge de la preuve	740
647.	3° Moyens de preuve	740

B. — *Preuve de la nationalité étrangère.*

648.	1° Preuve de l'extranéité	742
649.	2° Preuve d'une nationalité étrangère déterminée. —	
	a) Principes généraux	743
650.	b) Conséquences	743

SECTION II. — *Compétence juridictionnelle.*

651.	A) Compétence d'attribution	746
652.	B) Compétence territoriale	748

SECTION III. — *Procédure.*

653.	A) Parties à l'instance	748
654.	B) Droit des tiers	750
655.	C) Demande en justice	750
656.	D) Autorité de la chose jugée. — 1° Principe de	
	l'autorité absolue	750
657.	2° Domaine et limites	751

TITRE III

Condition des étrangers.

658.	Distinction de la condition des étrangers et des	
	conflits de lois	753
659.	Genèse historique de la condition des étrangers	754
660.	Principes directeurs de la doctrine au XIX ^e siècle ...	757
661.	Système général du Code civil	758
662.	Données postérieures	758
663.	Développement de l'immigration entre 1918 et 1939	759
664.	Données complexes depuis la Seconde Guerre mon-	
	diale	759
665.	Droit conventionnel. Réciprocité	761
666.	Traités d'établissement	763
667.	Clause de la nation la plus favorisée	763
668.	Le droit d'établissement dans la Communauté Eco-	
	nomique Européenne	764
669.	Plan	764

CHAPITRE I

PERSONNES PHYSIQUES

670.	Division	765
------	----------------	-----

SECTION I. — *Entrée et séjour des étrangers en France.*

671.	Evolution historique	765
------	----------------------------	-----

SOUS-SECTION I. — *Le droit positif avant 1914.*

672.	Principe de la liberté de l'admission et de l'établisse-	
	ment des étrangers	765

673. Concession aux étrangers des libertés naturelles du Français	766
674. Limitations. — I. — Pouvoir général de police du Gouvernement	766
675. II. — Pouvoir d'extradition et d'expulsion	766
676. III. — Restrictions à la liberté des professions	766

SOUS-SECTION II. — Evolution du Droit français
entre les deux guerres.

§ 1. — *Evolution progressive de 1914 à 1938
du contrôle des étrangers et des restrictions
à la liberté des professions.*

677. Premières mesures de contrôle et de surveillance....	767
678. La carte d'identité des travailleurs étrangers et son rôle pendant la guerre de 1914	768
679. Consécration légale et régime de la carte d'identité..	768
680. Loi du 10 août 1932 sur la protection de la main-d'œuvre nationale	769

§ 2. — *Le permis de séjour des étrangers.*

681. Organisation générale de l'immigration étrangère (1938-1939)	769
--	-----

§ 3. — *Extension de la liste des métiers
et professions interdits aux étrangers.*

682. Protection légale contre la concurrence étrangère ...	770
---	-----

§ 4. — *Résidence et domicile des étrangers
en France.*

683. Expérience malheureuse en vue de subordonner l'aptitude des étrangers à résider ou à établir un domicile en France, aux modalités de leur permis de séjour	770
--	-----

SOUS-SECTION III. — Statut actuel des étrangers.

684. Généralités	771
-------------------------------	-----

§ 1. — *Admission et séjour.*

685. Admission des étrangers	773
686. Séjour des étrangers. Différentes catégories d'étrangers et de cartes de séjour	774

A. — *Etranger résident temporaire.*

687. Condition et régime	775
---------------------------------------	-----

B. — *Etranger résident ordinaire.*

688. Condition et régime	776
---------------------------------------	-----

C. — *Etranger résident privilégié.*

689. Condition et régime	777
690. Délivrance des cartes de séjour (pénalités) et contrôle des étrangers résidents	778
691. Réfugiés	779

§ 2. — *Expulsion, refoulement, assignation
d'une résidence.*

692. Evolution législative antérieurement au statut de 1945	779
---	-----

A. — *L'expulsion de 1804 à 1938.*

693. Évolution	779
----------------------	-----

B. — *Le refoulement de 1914 à 1938.*

694. Évolution	780
----------------------	-----

C. — *Tempéraments apportés par les décrets-lois de 1938
au régime de l'expulsion devenue moyen de refoulement méthodique.
L'assignation à résidence.*

695. Énumération	781
------------------------	-----

D. — *Refoulement et expulsion depuis la seconde guerre mondiale.*

696. Réglementation de l'expulsion par le statut de 1945 et réforme de la loi du 10 janvier 1980	782
---	-----

SECTION II. — **Droit des étrangers.**

SOUS-SECTION I. — **Droits politiques. Charges publiques.**

697. Obligations militaires. Impôts	785
---	-----

SOUS-SECTION II. — **Droits privés.**

698. Article 11 du Code civil	786
699. Interprétation doctrinale	787
700. Droits civils définis par la jurisprudence	789
701. Droits naturels	793
702. Dispositions légales particulières	793
703. Institutions sociales d'assistance ou d'assurance	795

CHAPITRE II

PERSONNES MORALES

704. Généralités	799
------------------------	-----

SECTION I. — **Personnes morales publiques.**

705. Personnalité morale. Activité en France	800
--	-----

SECTION II. — **Sociétés.**

706. Statut juridique des sociétés et condition des sociétés dans la vie internationale	800
---	-----

§ 1. — *Nationalité et statut juridique des sociétés.*

707. Détermination de la loi applicable	802
708. Domaine d'application de la loi du siège social	805
709. Changement de nationalité des sociétés	806

§ 2. — *Condition des sociétés.*A. — *Détermination de la nationalité des sociétés
et condition des sociétés.*

710.	Jurisprudence	808
711.	Appréciation critique de la jurisprudence	811
712.	Le contrôle en législation	812

B. — *Reconnaissance de la personnalité morale
des sociétés étrangères en France.*

713.	Société de personnes et sociétés de capitaux.....	813
------	---	-----

C. — *Droits des sociétés étrangères.*

714.	Jouissance des droits.....	814
715.	Exercice des droits	815

SECTION III. — *Associations.*

716.	Opposition entre le régime de la société et celui de l'association dans la vie internationale	816
717.	Nationalité des associations	817
718.	Condition des associations étrangères.....	818

INDEX ALPHABETIQUE	821
--------------------------	-----

TABLE DES MATIERES	835
--------------------------	-----